



Déclaration liminaire au CDEN du 7 novembre 2024.

Mr le Préfet, Mme la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour faire le bilan de rentrée scolaire dans les 1^{er} et 2nd degrés.

Les dernières annonces sur le coup de rabot du gouvernement sur le budget de l'Éducation nationale, quand bien même justifié par la baisse démographique, est terrible. Terrible humainement car il nie sciemment les réalités de travail des personnels de plus en plus difficile face à la violence des élèves et des familles (en témoigne le nombre de fiches RSST écrites depuis le début de l'année scolaire), terrible professionnellement car ce coup de rabot aura un impact énorme sur les politiques éducatives de notre pays.

En effet, c'est l'Éducation nationale qui fournit l'essentiel des suppressions d'emplois de fonctionnaires dans le budget 2025 : 4000 postes supprimés à la rentrée 2025 !

Déplorable constat quand la ministre affirme que « l'école reste la priorité de ce gouvernement ». C'est donc avec bienveillance que l'école est dépouillée ! Les personnels de notre département sont inquiets et s'interrogent sur l'impact de ces mesures pour notre département.

De plus, dans les années qui viennent, de la maternelle à l'université, notre pays devra relever le défi du renouvellement générationnel avec le départ à la retraite de nombreux agents. L'absence de programmation pluriannuelle des recrutements, la diminution brutale du nombre de postes envoient aux étudiantes et étudiants, aux actifs et actives un message contraire à celui de l'attractivité.

Notre pays n'attirera pas dans les métiers de l'éducation en ayant la seule règle à calcul comme boussole.

Face à cette situation, la priorité de la CFDT doit rester les réalités professionnelles des personnels de l'Éducation nationale.

Nous continuerons donc de parler du quotidien de celles et ceux qui font vivre le service public d'éducation, pour améliorer leurs conditions de travail.

Et cela passe par des moyens accrus pour notre école : il est essentiel d'ouvrir de nouvelles classes, de créer des postes et de recruter davantage de personnels qualifiés.

Car c'est en garantissant un soutien renforcé aux équipes éducatives que nous pourrons offrir à chaque élève les conditions d'apprentissage qu'il mérite, dans une école inclusive et équitable. Ce combat pour des moyens supplémentaires est indispensable pour répondre aux besoins réels de nos établissements et de nos élèves.

Quant aux problématiques spécifiques à notre département, le Sgen-CFDT Picardie souhaiterait interroger ce CDEN sur différents points :

- * les premières remontées concernant l'expérimentation des PAS.

- * le nombre exceptionnellement inquiétant de fiches RSST depuis le début de l'année scolaire pour des faits de risques psychosociaux, exigences émotionnelles.

- * la situation plus qu'alarmante de nos personnels médicaux : en plus du manque d'infirmières et de médecins scolaires, on en arrive à des situations ubuesques où des CMS n'ont plus de budget pour des ramettes de papier et nous demandent de faire des envois papier car ils n'ont ni imprimante, ni scanner....

- * enfin, nous déplorons la suppression des aides du Conseil Départemental pour les séjours en classes transplantées qui vont priver un grand nombre de nos élèves de ces expériences enrichissantes.

Je vous remercie pour votre écoute.

